

Repères sur la Turquie n° 10 : *Les manifestations de Taksim vues par les médias arabes : Le modèle turc à l'épreuve de la rue*

Mohammed El Oifi

Décembre 2013

A partir du 28 mai 2013, le gouvernement turc s'est trouvé confronté à un mouvement de protestation inédit, parti d'Istanbul et qui s'est progressivement étendu, en l'espace d'un mois, à l'ensemble de la Turquie. Ce mouvement a été initié par des groupes politiques et des riverains s'opposant à la destruction du parc de Gezi, situé dans le centre de la métropole turque près de la fameuse place Taksim¹. Ce parc est l'un des rares espaces verts du centre d'Istanbul et devrait céder la place à un projet immobilier incluant la reconstruction de la caserne de Taksim, bâtiment historique ottoman démoli en 1940, et un centre commercial. Même si le mouvement s'est atténué, notamment après l'intervention brutale, à plusieurs reprises, de la police turque, cette protestation en forme de défi populaire à l'autorité de l'AKP a pris progressivement une dimension politique et symbolique régionale inattendue.

Influencés par le contexte politique des révolutions arabes, qui a vu la remise en cause ou la chute, à la suite de mobilisations populaires massives, de plusieurs régimes au Moyen-Orient, de nombreux commentateurs ont en effet tenté d'établir un lien entre l'évolution de la situation interne en Turquie et son environnement régional. La Turquie, récemment érigée en « modèle »² pour le monde arabe, s'est ainsi retrouvée

Les réactions des médias arabes face aux manifestations de masse de juin 2013 en Turquie ont été immédiates, passionnées mais partagées. Elles confirment l'intérêt croissant des sociétés arabes pour les questions turques, mais aussi l'instabilité de l'image de ce pays dans la région.

Mohammed El Oifi est politologue. Il travaille sur les médias et les opinions publiques au Moyen-Orient et enseigne à la Sorbonne Nouvelle et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.



« Repères sur la Turquie » propose un éclairage ponctuel et original sur des sujets d'actualité

Programme « Turquie contemporaine »

Le programme de recherche «Turquie Contemporaine» de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue franco-turc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

prise dans la dynamique d'interprétation révolutionnaire régionale, et les images de la répression d'un mouvement de contestation pacifique par les forces de sécurité turques ont créé une confusion entre les rues d'Istanbul, celles du Caire ou de Tunis. Début juillet, le coup d'Etat militaire contre le président égyptien démocratiquement élu Mohammed Morsi a encore exacerbé les tensions autour du « modèle turc » et de son avenir au Moyen-Orient : le soutien affiché du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan au président égyptien, mais aussi à l'opposition syrienne en lutte contre le régime de Bachar Al-Assad en Syrie, a poussé de nombreux acteurs régionaux à contester ou même à s'opposer d'une manière frontale au rôle de plus en plus visible de la Turquie au Moyen-Orient.

L'intérêt des médias arabes pour les événements de Taksim : une polarisation croissante

Dans un contexte régional marqué par une très grande sensibilité à l'égard de la politique étrangère turque, les réactions des médias arabes face aux manifestations de Taksim ont été immédiates, passionnées mais partagées. En effet, la densification des relations entre la Turquie et les pays arabes durant la dernière décennie constitue l'une des évolutions majeures du paysage politique au Moyen-Orient. Après une longue période d'éloignement, voire de rupture, les analystes arabes ont pris conscience de cette nouvelle présence turque, tel Abderahman al-Rashed, éditorialiste saoudien influent du journal panarabe *Al-Chark Al-Awsat* - qui reflète les orientations de la diplomatie saoudienne : « *J'étais hier en Turquie pour participer à l'organisation du dialogue arabo-turc nouvellement créé car la Turquie est devenue une affaire arabe et les Arabes sont devenus une préoccupation des Turcs* »³. Si cette présence turque est diversement appréciée, la familiarité croissante avec la politique moyen-orientale de la Turquie permet, notamment depuis l'épisode dit du Mavi Marmara⁴, une clarification progressive des positions des principaux acteurs arabes, aussi bien vis-à-vis du gouvernement de l'AKP (*Adalet ve Kalkinma Partisi*) que des autres forces politiques turques.

En effet, la radicalisation des attitudes à l'égard de ce pays dans le champ médiatique arabe pendant les manifestations de Taksim est liée à la perception d'une implication grandissante de la Turquie dans les affaires régionales. Une typologie des lectures médiatiques dominantes de l'événement se dégage alors de manière assez claire, entre d'un côté les médias qui ont accueilli favorablement ce défi populaire à la politique d'Erdoğan, reflétant plus ou moins les positions saoudiennes et iraniennes⁵, et de l'autre côté les médias qui expriment une certaine méfiance concernant les initiateurs des manifestations de la place Taksim et leurs objectifs.

Les trois lectures arabes du « printemps de Taksim »

- ***La lecture géopolitique : une traduction locale des antagonismes régionaux***

Une première lecture, essentiellement géopolitique, associe le défi interne lancé au gouvernement AKP par les manifestants de Taksim aux répercussions négatives de la politique étrangère turque, particulièrement en Syrie. La victoire de l'armée syrienne, épaulée par le Hezbollah, contre les rebelles à Qousseir en juin 2013 et le début des manifestations à Taksim

ont galvanisé les éditorialistes arabes favorables au président Bachar. L'éditorialiste jordanien Nahid Hitir traduit cet enthousiasme : « *Deux coups sur la tête ont ébranlé l'axe hostile à la 'résistance'* [= Syrie, Hezbollah, Iran et Irak] : *la défaite de Qousseir et la chute d'Erdoğan* »⁶. Dans cette perspective, et sans pouvoir expliquer d'une manière claire la nature du lien entre la contestation interne anti-Erdoğan et la politique turque en Syrie, certains éditorialistes concluent que l'affaiblissement interne du Premier ministre turc est le prélude à l'effondrement régional du front anti-Bachar, qui réunit aussi bien la Turquie, les Etats-Unis et Israël que les pays du Golfe et des combattants jihadistes.

La chaîne d'information libanaise *Al-Mayadeen* a multiplié les émissions mettant en avant cette lecture géopolitique, en faisant appel à de nombreux intervenants turcs appartenant à l'opposition⁷. Dans son effort de décryptage de l'évènement, la chaîne avance notamment que la politique autoritaire et liberticide menée par Erdoğan n'est que la continuation des persécutions subies par les Alaouites et les Arméniens à l'époque de l'Empire ottoman⁸. En mettant l'accent sur la question de la persécution des minorités, notamment les Alaouites, par l'Etat Turc, *Al-Mayadeen* conforte au passage une idée qui est largement répandue, paradoxalement, parmi les soutiens d'Erdoğan dans le monde arabe : les mobilisations de Taksim seraient l'expression de la solidarité des « Alaouites » de Turquie au sens large, ce qui inclut en l'occurrence les Alévites, avec ceux de Syrie, qui combattent, aux côtés de Bachar Al-Assad, l'extrémisme sunnite et les Frères musulmans, soutenus, eux, par la Turquie officielle d'Erdoğan. La mise en avant de ces solidarités transnationales réelles ou supposées, qui se développeraient sans souci des frontières et opposeraient le groupe majoritaire (sunnite) aux groupes minoritaires (notamment les Alaouites) aussi bien en Syrie qu'en Turquie, renforce la lecture géopolitique du « printemps de Taksim ». Elle facilite la dénonciation dans les médias arabes de « l'alliance des minorités » comme attentatoire aux intérêts nationaux aussi bien des Arabes que des Turcs⁹.

- ***La dénonciation de la dérive islamiste et conservatrice***

Une deuxième lecture politique des manifestations turques est centrée sur la critique des « dérives islamistes et conservatrices »¹⁰ du gouvernement Erdoğan. La filiation de l'AKP avec la confrérie des Frères musulmans est ici rappelée pour dénoncer la politique d'islamisation ou *d'ikhwanisation*¹¹ de la société turque à laquelle les indignés de Taksim sont censés s'opposer. Cette analyse, dominante dans les médias proches de la mouvance officielle saoudienne ou émirienne, a d'abord pour but de montrer qu'une majorité électorale ne donne pas le droit d'imposer un projet de société. Mais il apparaît en réalité que c'est surtout l'expression de la volonté populaire *via* des élections démocratiques qui gêne ces deux Etats autoritaires. Le plaidoyer est donc bien ici en faveur de l'expression populaire dans la rue, pas dans les urnes. L'enthousiasme des médias saoudiens et émiriens vis-à-vis des manifestations de Taksim ne procède nullement d'une adhésion de principe à ce mode d'expression, interdit dans les deux pays, mais traduit seulement l'espoir de voir le gouvernement d'Erdoğan s'affaiblir. Cette posture médiatique favorable aux courants libéraux, laïcs voire nationalistes turcs renvoie en partie à la sociologie des journalistes arabes travaillant pour les médias saoudiens¹², mais traduit aussi la volonté politique officielle de lutter contre les Frères musulmans et leur associé l'AKP, qui présentent pour les autorités saoudiennes le désavantage d'associer un pouvoir à référence

islamique avec un processus de désignation par la volonté populaire. Après le coup d'Etat militaire en Egypte du 3 juillet 2013, qui met fin dans ce pays au gouvernement dirigé par les Frères musulmans, et pendant que les manifestations continuent en Turquie, l'offensive contre Erdoğan se renforce dans la presse saoudienne et émirienne, jusqu'à lui prédire le même sort que celui de ses alliés égyptiens¹³. Les événements de Taksim sont ici interprétés comme une remise en cause du modèle turc, de l'intérieur ; la présence massive de commentateurs turcs dans les médias arabes, venus témoigner des dérives autoritaires, islamistes et liberticides d'Erdoğan, a pour objectif de lutter contre l'attrait qu'exerce encore ce modèle sur les opinions publiques arabes. La parole ainsi donnée aux Turcs eux-mêmes est le moyen de diffuser des témoignages venus du sein de leur propre société, prouvant que le modèle turc ne fait plus consensus et qu'il est dénigré par les siens.

- ***La main invisible de l'étranger et des lobbies***

Une troisième lecture, classiquement complotiste, remet en cause le caractère spontané des manifestations et cherche à démasquer les mains invisibles qui, derrière ces événements, visent à nuire à la Turquie. Solidaires du gouvernement turc, certains médias arabes dénoncent, en donnant cette fois-ci la parole à des interlocuteurs proches de l'AKP, les *lobbies* étrangers ou turcs (les banques privées) qui tentent de ralentir l'essor de l'économie turque en général, ou d'entraver les affaires des proches de l'AKP en particulier¹⁴. Les thèses qui identifient Israël, l'Iran ou des minorités ethniques ou religieuses (les Alaouites et les Kurdes) comme étant à l'origine des troubles sont reprises pour démontrer que le gouvernement de l'AKP est victime d'un complot extérieur qui vise à le déstabiliser et à le remplacer par une équipe favorable à des intérêts étrangers.

Au-delà de Taksim : la densification des relations arabo-turques à travers le rendu médiatique

Les réactions immédiates et passionnées des médias arabes aux événements de Taksim et la parole généreusement donnée à des intervenants turcs, pour expliquer et défendre leurs positions concernant la politique intérieure en Turquie, présente un triple intérêt.

Tout d'abord, ces controverses montrent que l'idée du « modèle turc » est bel et bien remise en cause dans le périmètre arabe. Ce modèle, en dépit de ses imperfections, représente en fait un véritable défi pour les régimes arabes autoritaires à référence islamique, notamment l'Arabie Saoudite. L'effort quotidien fourni par les éditorialistes saoudiens pour scruter les moindres failles du modèle turc n'a pas d'équivalent dans le monde arabe. L'épisode de Taksim a fourni une occasion unique pour montrer que le prétendu modèle de démocratie islamique des Turcs n'était en fait qu'un régime moyen-oriental autoritaire comme les autres.

Deuxièmement, si l'on raisonne dans le cadre de la stratégie de survie menée par le régime syrien et ses alliés, la Turquie est perçue comme l'adversaire le plus dangereux, du fait de sa proximité géographique et des imbrications ethniques et religieuses entre les deux pays. La mobilisation médiatique de « l'axe de la résistance » contre la Turquie montre ici qu'il est possible

de réactiver une grande partie de l'héritage historique ottoman, de l'instrumentaliser et le rendre visible dans des médias à grande diffusion, pour donner de la Turquie actuelle une image repoussante, d'une entité oppressive et anti-arabe.

Enfin, la multiplication des interventions de nationaux turcs dans les médias arabes marque certes l'intérêt croissant des Arabes pour les affaires turques, mais révèle aussi, symétriquement, l'inquiétude des responsables turcs à propos de leur image dans le monde arabe. L'entrée des Turcs dans l'espace public arabe¹⁵ à l'occasion des événements de Taksim illustre bien cette préoccupation. Elle marque une étape sur le chemin de la réintégration de la Turquie dans son environnement moyen-oriental, mais montre également son incapacité à se tenir à égale distance de ses différents partenaires régionaux ; confirmant au passage que le fameux objectif d'Ahmet Davutoğlu de « zéro problème avec les voisins » est une chimère.

¹Jean Marcou, « De quoi Taksim et Gezi Parkı sont-ils le signe ? », blog de l'Observatoire de la vie politique turque (OVI-POT), 1er juin 2013, <http://ovipot.hypotheses.org/8889>

²Meliha Benli Altunisik, « La question du « modèle turc » ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient », Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale*, IFRI, CNRS éditions, 2012, p. 127-147.

³Abderahman Al-Rashed, « Les menaces d'Al-Assad à Erdoğan », *Al-Chark al-Awsat*, 6 octobre 2013. <http://aawsat.com/leader.asp?section=3&article=745740&issueno=12731#.UIIBoVDIYj4>

Ce dialogue, ou « Munadamat al Hiwar al-arabi al-turki », a été lancé en 2012 au Bahreïn et sa deuxième édition a eu lieu à Istanbul les 3 et 4 octobre 2013.

⁴Mohammed El Oifi, « L'affaire de la flotille de Gaza dans les médias arabes : les enjeux politiques de la 'nouvelle image de la Turquie' » in Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale*, IFRI, CNRS éditions, 2012, p. 227-245.

⁵L'Iran est très actif dans le champ médiatique arabe grâce aux médias en arabe qu'il finance directement, comme la chaîne d'information en continue *Al-Alam* lancée en 2003, ou à travers les médias de ses alliés régionaux comme *Al-Manar* (la chaîne du Hezbollah), le journal libanais *Al-Akhbar* ou plus récemment la chaîne d'information libanaise *Al-Mayadeen* (<http://www.almayadeen.net/>), lancée en 2011, qui revendique le soutien aux positions de la « résistance » dont le chef de file est l'Iran.

⁶Nahidh Hitir, « Qousseir-Taksim, la folie des vaincus », *Al-Akhbar*, 8 juin 2013. <http://www.al-akhbar.com/node/184633>

⁷Notamment issus du parti kémaliste historique, le Parti républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP).

⁸« *Al-Mayadeen* dans les coulisses des manifestations de Taksim », *Al-Mayadeen*, 7 juin 2013. <http://www.youtube.com/watch?v=KxgFgs1gYoo>.

⁹Voir les propos de Numan Kurtulmuş (AKP), invité de l'émission « *Bila Hudoud* » sur Al-Jazeera : « Certains tentent d'exploiter nos frères alaouites, mais nous en Turquie nous ne faisons plus de différence entre les frères sunnites et alaouites. Regardez ceux qui ont gouverné avant nous, ils ont commis des massacres (...), il y avait des lobbies qui attisaient le conflit entre les sunnites et les alaouites. Mais depuis les dix dernières années, nous avons organisé neuf conférences autour de la question des alaouites, nos frères alaouites étaient présents, nous les avons écouté et ils nous ont écouté, nous connaissons leurs problèmes (...) », le 12/6/2013, <http://www.aljazeera.net/programs/pages/ca102d80-58a5-48bc-9521-81577874bae8>

¹⁰Emission sur la chaîne *Al-Arabiya* : « Mission spéciale : la place Taksim », 27 juillet 2013.

¹¹Le terme « *ikhwanisation* », dérivé du mot arabe « *ikhwan* » (« frères »), rend compte d'une proximité croissante avec la ligne politique des Frères musulmans.

¹²Mohammed El Oifi, « Au cœur de la presse panarabe », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2006.

¹³Mohammad Nouredine, « *Erdoğan et la voie autoritaire* », *Al-Khalij* (EAU), 28 juillet 2013 ; Tarek Al-Homid, « Qu'arrive-t-il à Erdoğan ? », *Al-Chark Al-Awsat*, 21 août 2013.

<http://www.aawsat.com/leader.asp?section=3&article=740644&issueno=12685#.UIKxB1DIYj4>

¹⁴« *Je voudrais vous dire, sans donner des noms, que pendant les événements, certains directeurs exécutifs de ces grandes banques (privées) ont dit publiquement qu'ils soutiennent les manifestants et ont envoyé de nombreux tweets <de soutien>, certains se sont rendus à Taksim* ». Numan Kurtulmuş dans l'émission *Bila Hudoud* déjà citée.

¹⁵La maîtrise de la langue arabe est l'une des conditions pour y accéder : Jean-Baptiste Le Moulec, « La langue arabe dans le champ académique turc », blog de l'OVIPO, 9 mai 2013, <http://ovipot.hypotheses.org/8809>.